
MINISTERE D'ETAT CHARGE DE L'ENERGIE

ARRETE A/2013/172/MEE/CAB/SGG DU 12 FEVRIER 2013, PORTANT TARIFICATION DE LA FOURNITURE D'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL ET SEMI-URBAIN.**LE MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi L/94/005/CTRN du 14 Février 1994, portant Code de l'Eau

Vu la Loi portant Code des Collectivités Locales ;

Vu le Décret D/2010/121/PRG/SGG du 17 Juin 2010, portant modification des Statuts du Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE) ;

Vu le Décret D/2011/103/PRG/SGG du 29 Mars 2011, portant Attributions et Organisation du Ministère d'Etat chargé de l'Energie ;

Vu les Décrets D/2012/109/PRG/SGG du 05 Octobre 2012, D/2012/121/PRG/SGG du 08 Novembre 2012 et D/2012/127/PRG/SGG du 26 Novembre 2012, portant nomination de Ministres ;

Vu le Décret D/2013/031/PRG/SGG du 08 Février 2013, portant Approbation de la Stratégie Nationale pour le Développement du Service Public de l'Eau en Milieu Rural et Semi-urbain ;

ARRETE:

Article 1er: Le tarif de fourniture d'eau potable en milieu rural et semi-urbain pour les bornes fontaines et les pompes à motricité humaine est, sur toute l'étendue du territoire national, plafonné à 5.000 francs guinéens par mètre cube.

Article 2 : En application de l'article 1 ci-dessus, le tarif en vigueur est identique pour les bornes fontaines et les pompes à motricité humaine et fixé par décision du Conseil Communal en fonction des caractéristiques des ressources.

Article 3 : Le tarif en vigueur pour les branchements particuliers et professionnels (commerce et industrie), est fixé par décision du Conseil Communal en fonction des caractéristiques des ressources, du confort du requérant et des volumes consommés.

Article 4 : Sur demande motivée de l'unité de gestion du service public de l'eau, et après un avis formel du Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE), le conseil Communal peut décider une dérogation au principe de plafonnement prévu à l'article 1.

Toutefois, cette mesure dérogatoire ne peut être accordée que pour une durée limitée et précisée dans l'acte administratif.

Article 5 : Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 12 Février 2013

Eihadj Papa Koly KOUROUMA